

MOTION

Une majorité écrasante d'élus de l'Arrondissement d'ARGELES-GAZOST dit toujours NON à la Traversée Centrale des Pyrénées par un tunnel sous le Vignemale et par les Vallées des Gaves

A ce jour 69 communes (sur les 89 que compte l'Arrondissement d'Argelès-Gazost), le Syndicat Mixte du Pays des Vallées des Gaves, le Syndicat Mixte de Développement Rural de l'Arrondissement d'Argelès-Gazost, la Communauté de communes de la Vallée d'Argelès-Gazost, se sont prononcés contre le projet de Traversée Centrale des Pyrénées et ont demandé au gouvernement l'abandon de toute étude portant sur le tracé empruntant un tunnel sous le Vignemale, les vallées des Gaves et le Pays de Lourdes.

En effet les élus considèrent que ce projet apportera à un territoire riche de grands sites naturels et d'un centre mondial de pèlerinage des nuisances sonores et visuelles incompatibles avec son développement et qu'il fragilisera l'équilibre "économie-écologie", façonné avec le temps.

Ils pensent que le pays des vallées des Gaves contribue par sa grande activité touristique à la renommée du Département et du Massif Pyrénéen et qu'il est d'intérêt général de préserver un lieu où viennent se reposer et se régénérer des millions de personnes chaque année.

Ils soulignent aussi le contresens qu'il y aurait à vouloir faire passer un trafic international de trains par des vallées qui jusqu'à ce jour ne subissent pas les nuisances ni des camions, ni des trains.

Ils pensent que des solutions sont possibles, dans un premier temps, pour résoudre les problèmes posés par la saturation, par les camions, des axes situés aux deux extrémités des Pyrénées : amélioration des lignes ferroviaires existantes avec la création de nouveaux sillons, développement du cabotage, harmonisation de la logistique...

Ils sont persuadés qu'une réflexion globale et approfondie doit être menée au niveau des transports européens sur le long terme.

Les élus sont favorables à un développement harmonieux et durable qui prenne en compte les volets économiques, sociaux et environnementaux.

Ils sont, aux côtés de la population et des associations, déterminés à s'opposer à ce projet pharaonique extrêmement coûteux dont la pertinence n'a pas été démontrée à ce jour.

Fait à Argelès-Gazost le 10 janvier 2008.